

<p align="center">COMITE SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2022 PROCES-VERBAL</p>
--

Ordre du jour :

Désignation d'un secrétaire de séance

Approbation du procès-verbal du Comité du 14 septembre 2022

Point n°1 - Dossier de candidature LEADER 2023 – 2027

Point n°2 – Point n°2 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique pour la période 2023 – 2024

Point n°3 - Modification de la composition de la commission Gestion des milieux aquatiques

Point n°4 - Régime indemnitaire du SIAC - Institution du Forfait télétravail

Point n°5 - Régime indemnitaire – Institution du Forfait mobilités durables

Point n°6 - Avenant n°2 – Création de prix nouveaux au marché de travaux de restauration écomorphologique et de prévention des inondations de la Basse Dranse - 2021-005

Compte-rendu des décisions du Bureau (consultable sur le site internet du SIAC)

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

Agenda

Questions diverses

Désignation d'un secrétaire de séance

Jean-Claude DENNE est désigné Secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal du Comité du 14 septembre 2022

Le compte-rendu du Comité du 14 septembre 2022 est validé à l'unanimité.

Point n°1 - Dossier de candidature LEADER 2023 – 2027

Madame la présidente expose :

Le 31 mars 2022, la Région AuRA a publié un Appel à Candidature (AAC) pour le programme LEADER 2023 – 2027 à destination des territoires ruraux. Pour rappel, le programme LEADER est un dispositif de soutien au développement rural qui vise à renforcer ou à concevoir des **Stratégies Locales de Développement (SLD)**, déclinées en programme d'actions, puis à sélectionner et soutenir des opérations permettant de répondre aux objectifs de ces stratégies.

Les **Stratégies Locales de Développement** sont construites par les acteurs du territoire afin de répondre à leurs enjeux et besoins. A travers une approche intégrée, elles devront viser **la transition**

écologique et énergétique (thématique transversale du LEADER 2023 – 2027) tout en s’articulant autour de chacune des trois thématiques suivantes :

- **Revitaliser les centre-bourgs** via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural (*requalifier des logements et leur rénovation thermique, développer des services à la population, traiter les espaces publics, ...*) ;
- **Construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible** en réponse aux attentes de la clientèle et s’appuyant sur la mise en réseau des acteurs (*développer des offres touristiques accessibles à tous, créer des activités touristiques de qualité, ...*) ;
- **Favoriser l’accès à l’emploi et renforcer la création de valeur ajoutée** par le maintien et le développement de nouvelle activité en s’appuyant sur les ressources et les compétences locales (*Valoriser toutes les ressources locales, favoriser l’accès à l’emploi et la formation, ...*).

Les conditions d’éligibilité pour être reconnu comme un Groupe d’Action Locale LEADER (GAL) et bénéficier de ces aides européennes, sont les suivantes :

- Un territoire composé d’EPCI entiers,
- A l’exclusion des communes des métropoles de Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble et St Etienne,
- Des GAL d’échelle départementale avec au moins 2 des 3 critères suivants :
 - o Plus de 200 000 habitants,
 - o Une superficie de plus de 2 500 km²,
 - o Au moins 9 EPCI.

Seuls les EPCI, les syndicats mixtes et les syndicats mixtes de parcs naturels régionaux peuvent porter administrativement et juridiquement une candidature pour le programme LEADER 2023 – 2027.

Afin de faire bénéficier de ces fonds FEADER, 8 partenaires de Haute-Savoie, cités ci-dessous, ont souhaité s’associer pour élaborer ensemble une candidature LEADER pour le programme 2023 – 2027 :

- Le Syndicat Intercommunal d’Aménagement du Chablais (SIAC),
- La Communauté de Communes Cluses Arve et Montagnes (2CCAM),
- La Communauté de Communes Faucigny-Glières (CCFG),
- La Communauté de Communes Montagnes du Giffre (CCMG),
- La Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc (CCPMB),
- La Communauté de Communes 4 Rivières (CC4R),
- La Communauté de Communes Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB)
- La Communauté de Communes Vallée Verte (CCVV).

En réponse aux besoins et enjeux des acteurs du territoire, la stratégie proposée pour le futur programme LEADER 2023-2027 du GAL de l’Est de la Haute Savoie se décline en 4 objectifs stratégiques locaux :

- **Maintenir et adapter les ressources agricoles, sylvicoles et naturelles face aux transitions climatiques, écologiques et énergétiques**
- **Développer et renforcer les filières locales et favoriser la diversification des activités économiques du territoire**
- **Garantir la qualité de vie et l’attractivité sur le territoire**
- **Accompagner la mise en place d’un tourisme durable au service du territoire**

Ces éléments ont permis de construire les fiches-actions du programme LEADER :

Programme LEADER 2023-2027 du GAL de l’Est de la Haute Savoie		
Axe n° 1 : Contribuer à la qualité de vie et l’attractivité des centre-bourgs	Axe n° 4 : Coopération (obligatoire)	Axe n° 5 : Animation et ingénierie LEADER (obligatoire)
Axe n° 2 : Développer et diversifier des activités économiques du territoire en préservant les ressources locales		
Axe n° 3 : Accompagner la mise en place d’un tourisme durable au service du territoire		

Afin de formaliser les relations entre les 8 partenaires, une convention de partenariat pour l'opération de « **Mise en œuvre du programme LEADER 2023-2027 de l'Est de la Haute Savoie** » a été rédigée. Cette dernière définit les modalités de coopérations entre les partenaires ainsi que leurs obligations et responsabilités respectives.

Le dossier de candidature LEADER 2023-2027 et la convention de partenariat pour sa mise en œuvre sont présentés en séance.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le dossier de candidature LEADER 2023-2027 du GAL de l'Est de la Haute Savoie, notamment son portage par le SIAC, sa stratégie et le plan d'actions associés.
- **APPROUVE** la convention de partenariat pour la mise en œuvre du programme LEADER 2023-2027 de l'Est de la Haute Savoie
- **AUTORISE** Madame la présidente à signer la convention de partenariat pour sa mise en œuvre.

Au cours du débat, il est confirmé que la zone urbaine (dont la Commune de THONON LES BAINS) peut bien bénéficier des subventions LEADER à condition de justifier d'un impact du projet sur la zone rurale. Il est rappelé qu'un dossier de hangar bois à THONON LES BAINS a été retenu lors de la programmation précédente, illustrant ainsi cette possibilité.

Point n°2 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique pour la période 2023 – 2024

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 15 juin 2017, approuvant le dossier définitif du contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique et autorisant le Président du SIAC à signer celui-ci,

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 à Thonon-les-Bains pour la mise en œuvre de sa première partie ;

Vu l'avenant n°1 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique signé le 6 juillet 2020 à Marin pour la seconde partie 2020-2022.

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, expose à l'assemblée que :

Le 19 septembre 2017, le contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique a été signé par l'ensemble des partenaires pour une durée de 5 ans, soit jusqu'en septembre 2022, avec un engagement financier de l'Agence de l'Eau sur la première période de septembre 2017 à fin 2019.

Un premier avenant au contrat de rivières initial a défini les engagements financiers des partenaires que sont l'Agence de l'Eau et le Département de la Haute-Savoie pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2022.

Considérant les modifications apportées au contenu du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027, adopté en mars 2022, et dont le programme de mesures prévoit notamment des actions de restauration morphologique de la Dranse de Morzine de sa source à l'amont du lac du barrage du Jotty (FRDR552d) et du Malève (FRDR11464) et qui permet désormais d'inclure des financements de l'Agence de l'Eau sur ces opérations ;

Considérant l'incidence exceptionnelle de la crise sanitaire liée au coronavirus sur le calendrier d'exécution du programme d'actions de l'avenant n°1, qui justifie également la nécessité de proroger la durée du contrat de rivières jusqu'au 30 juin 2024 afin de prendre en compte l'évolution des délais ;
Considérant les travaux menés jusqu'à présent par le SIAC avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, le Conseil Départemental de la Haute-Savoie et les autres partenaires associés afin de pouvoir

déposer l'avenant n°2 du contrat de rivières pour la prorogation de la deuxième phase du programme d'actions sur la période 2023 – 2024 ;

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat pour la période 2023 - 2024 (cf. *Avenant n°2 au contrat de bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique pour la période 2023 - 2024*) ;

Considérant l'engagement de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse à participer au financement des actions inscrites à l'avenant n°2 du contrat de rivières des Dranses et de l'Est Lémanique sur une durée couvrant la période 2023 – 2024 jusqu'au 30/06/2024 (date butoir de décision d'aide), selon les modalités d'aide en vigueur à la date de chaque décision et sous réserve des disponibilités financières ;

Considérant que cet engagement financier de l'Agence de l'Eau sur la période 2023 à 2024 pourra atteindre un montant maximal total d'aide de 3 185 250 euros ;

Considérant que le Conseil Départemental de la Haute-Savoie s'engage à participer, sans modifications par cet avenant n°2, au financement des actions inscrites au contrat de rivières des Dranses et de l'Est Lémanique (cf. avenant n°1 du contrat de rivières – Phase 2 – 2020 / 2022) sur une durée couvrant la période 2023 – 2024 jusqu'au 30/06/2024, selon les modalités d'aide en vigueur à la date de chaque décision, comme prévu initialement ;

Considérant que l'engagement des moyens techniques, financiers et des ressources humaines doit permettre la réalisation de l'avenant n°2 au contrat de rivières en répondant aux objectifs fixés pour mettre en œuvre les actions inscrites durant la période 2023 – 2024 ;

Considérant que ces fiches actions sont éligibles aux aides financières des partenaires du contrat de rivières, sur la durée de l'avenant n°2 pour l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et pour le Conseil Départemental de la Haute-Savoie,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'avenant n°2 au contrat de rivières pour la période 2023 – 2024 d'exécution du programme d'actions jusqu'au 30 juin 2024, et en conséquence de **SOLLICITER** les financements relatifs aux actions prévues et dans les conditions en vigueur lors des décisions d'aides,
- **SE PRONONCE favorablement** pour la signature par Madame la Présidente de celui-ci avec les différents partenaires concernés par cet avenant n°2,
- **SE PRONONCE favorablement** pour la mise en œuvre par Mme la Présidente des actions prévues au contrat de rivières.

Point n°3 - Modification de la composition de la commission Gestion des milieux aquatiques

Madame PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle que la Chambre Régionale des Comptes, dans son rapport sur la gestion du SIAC de 2011 à 2017, a indiqué que « la suppression des commissions et l'absence de compte-rendu au comité syndical des travaux des groupes de travail ne participent pas à la transparence du fonctionnement institutionnel du syndicat ».

Par délibération du 1^{er} octobre 2020, le Conseil Syndical a constitué 4 commissions thématiques regroupant 4 pôles de compétences portées par le SIAC.

Suite à la démission de Monsieur Michel MUFFAT, délégué syndical titulaire et membre de la commission Gestion des milieux aquatiques du SIAC, il convient de recomposer cette commission,

Vu la délibération de la CCHC, désignant Monsieur Jean-Claude DENNE, membre titulaire du Comité Syndical en remplacement de Monsieur Michel MUFFAT,

Vu la proposition de la CCHC de désigner Monsieur Jean-Claude DENNE, membre de la commission GEMAPI du SIAC, en remplacement de Monsieur Michel MUFFAT.

Il est proposé son intégration au sein de la commission Gestion des Milieux Aquatiques du SIAC ;

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés

- **APPROUVE** la composition de la commission Gestion des Milieux Aquatiques du SIAC ainsi qu'il suit :

	Gestion des eaux et milieux aquatiques
TA	BERNARD Patrick
	Frédéric RIMET
	Aubert DE PROYART
	Emily GROUPI
	Noel MATHIAN
	Jean-Louis ESCOFFIER
	Catherine MARTINERIE
	Serge BEL
	Frédéric GERDIL
CCPEVA	Gérard COLOMER
	Jean GUILLARD
	Laurent PERTUISET
	Marie-Pierre GIRARD
	Hervé LACHAT
	Anne-Marie BALAIN
CCHC	Aube MARULLAZ
	Yannick TRABICHET
	Jean-Claude DENNE
	Sophie COTTET

Point n°4 - Régime indemnitaire du SIAC - Institution du Forfait télétravail

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC rappelle que dans le cadre du télétravail institué par délibération du Bureau Communautaire du SIAC en date du 14 février 2020, il n'était pas prévu initialement une indemnisation forfaitaire ou de majoration forfaitaire de régime indemnitaire, en totalité ou partiellement. L'employeur devait prendre en charge des frais de télétravail selon un état trimestriel ou semestriel à établir en concertation au regard de coûts supplémentaires extrêmement complexes à déterminer.

En effet, le télétravail peut engendrer certains frais à domicile (électricité, aménagement du poste de travail, frais de télécommunication, chauffage...).

Le cadre règlementaire a évolué depuis compte tenu du développement du télétravail pour cause de situation sanitaire.

Depuis le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021, pouvant avoir effet au 1^{er} septembre 2021, il est dorénavant possible d'instituer une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics.

Cette indemnité contribue au remboursement des frais engagés au titre du télétravail par les agents, sous la forme d'une allocation forfaitaire dénommée « forfait télétravail ».

Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires, les agents contractuels de droit public ainsi que les apprentis.

Les bénéficiaires doivent remplir les conditions individuelles suivantes :

- être agent public ou apprenti de la collectivité,

- exercer leurs missions dans le respect des dispositions du décret n°2016-151 du 11 février 2016 fixant le cadre réglementaire du télétravail dans le fonction publique (demande de l'agent, autorisation de l'employeur notamment),
 - ne pas fréquenter un tiers lieu (principalement, espace de coworking) offrant un service de restauration collective financé par l'employeur.
- Le montant du forfait télétravail est fixé à 2,5 € par jour de télétravail effectué dans la limite de 220 € par an (sans seuil de déclenchement). Le versement a lieu selon la périodicité trimestrielle.

Le SIAC propose d'instituer ce forfait télétravail à compter du 01/01/2023 dans les conditions prévues par les textes réglementaires ci-dessus rappelés et les dispositions prévues par le SIAC pour l'exercice du télétravail.

Il est précisé que le Comité Technique du Centre de Gestion de la Haute-Savoie a donné un avis favorable à l'unanimité sur ce dossier lors de sa séance du 28 octobre 2022.

Après en avoir délibéré, Le Comité Syndical décide à la majorité (un contre) des membres présents ou représentés :

- **D'INSTITUER** le forfait télétravail à compter du 01/01/2023 selon les modalités ci-dessus exposées, la présente délibération modifiant la délibération du 14 février 2020 sur ce point,
- **DE CHARGER** Mme la Présidente de sa mise en œuvre.

Il est précisé que le forfait journalier ne peut pas être modulé par l'organe délibérant car commun à l'ensemble de la fonction publique. Il sera donc réactualisable par arrêté ministériel. Par contre, le montant annuel plafond de 220 € est fixé par la présente délibération, tel que précisé ci-dessus.

Point n°5 - Régime indemnitaire – Institution du Forfait mobilités durables

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, expose que le forfait mobilités durables est une aide destinée à encourager les modes de transport alternatifs ou durables pour les trajets domicile travail. Créé par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020, ce dispositif se distingue de la prise en charge des frais d'abonnement de transports publics ou de service public de location de vélos qui s'impose aux employeurs.

Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires, les agents contractuels de droit public, les agents de droit privé.

Le forfait mobilité durable s'applique aux déplacements

- entre la résidence habituelle et le lieu de travail,
- à vélo (musculaire ou à assistance électrique) ou en covoiturage (passager ou conducteur),
- pendant une durée minimale de 100 jours au cours d'une année civile (utilisation de l'un des deux modes de transport éligibles ou les deux alternativement).

La durée minimale sera modulée en fonction de la quotité de temps de travail (temps partiel) ainsi que de la durée de présence (recrutement ou mutation en cours d'année, placement dans une position autre que l'activité).

Le montant annuel est fixé à 200 €, modulé en fonction de la durée de présence de l'agent au cours de l'année et de la quotité de travail.

L'attribution du forfait mobilités durables intervient après déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou l'autre des moyens de transport éligibles à établir par l'agent au plus tard au 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Le versement a lieu au cours de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration. Toutefois, en cas de mutation en cours d'année et si les conditions de durée minimale proratisée sont remplies, le versement aura lieu sur la dernière fiche de paie de l'agent avant son départ du SIAC.

Le SIAC est habilité à contrôler le bien-fondé du contenu de la déclaration sur l'honneur. Pour l'utilisation du vélo, l'agent devra notamment noter les jours où il s'est déplacé à vélo.

Pour qu'un jour soit éligible à la comptabilisation des 100 jours annuels minimum, les conditions minimales sont ainsi fixées :

- le trajet domicile travail doit être d'au moins 500 mètres (à l'aller ou au retour) par le tracé le plus court dans le respect du code de la route (ceci pour que le déplacement soit significatif et donc l'indemnité justifiée),
- tous les trajets domicile travail de ce jour doivent avoir lieu à vélo ou en covoiturage (aller et retour, matin et soir, à la pause méridienne également le cas échéant).

La déclaration sur l'honneur du salarié devra préciser le calendrier des jours proposés au décompte des 100 jours minimum.

Ce forfait est non cumulable avec le remboursement des frais de transports publics ou du recours à un service public de location de vélos, à un logement de fonctions sur le lieu de travail, à un véhicule de fonction, avec un transport collectif gratuit, avec un transport gratuit par leur employeur.

Ce forfait est non cumulable avec une place de stationnement prise en charge par l'employeur et d'usage individuel (carte d'accès individuelle à un parking composé d'une ou plusieurs places de stationnement payants pour véhicules motorisés).

Par contre, si l'agent peut avoir potentiellement accès aux places de parking à usage privatif du SIAC au pied de ses locaux, celles-ci étant non affectées à un agent en particulier mais avec suraffectation (plus de droits d'accès que de places disponibles), l'agent n'est pas exclu du dispositif car cela

- permet justement de délivrer plus de droits d'accès (télécommande) que de places disponibles,
- permet d'éviter le recours à d'autres places de stationnement pour répondre aux besoins des salariés du SIAC, donc est source d'économie,
- et permet à l'agent d'adapter son mode de déplacement aux nécessités de service (exemples : travail en soirée pour réunion, déplacements en voiture personnelle à partir du siège etc...) ou autres contraintes.

Il est précisé que le Comité Technique du Centre de Gestion de la Haute-Savoie a donné un avis favorable à l'unanimité sur ce dossier lors de sa séance du 28 octobre 2022.

Après en avoir délibéré, Le Comité Syndical décide à la majorité (deux contres) des membres présents ou représentés :

- **DINSTITUER** le forfait mobilités durables à compter du 01/01/2023 selon les modalités ci-dessus exposées,
- **DE CHARGER** Mme la Présidente de sa mise en œuvre.

Point n°6 - Avenant n°2 – Création de prix nouveaux au marché de travaux de restauration écomorphologique et de prévention des inondations de la Basse Dranse - 2021-005

Pour rappel, un marché de travaux pour la restauration écomorphologique de la Basse Dranse et protection contre les risques a été notifié au groupement d'entreprises représenté par GUINTOLI le 25 janvier 2022.

Les travaux ont démarré sur le secteur amont (Pont de la Douceur au Pont de la Vongy) depuis juillet 2022. Aujourd'hui, un avenant n°2 au marché est proposé pour intégrer de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires suite à des adaptations à faire dans le cadre de l'exécution du marché.

Par exemple, la lutte contre la renouée nécessite des changements. La technique du criblage concassage prévue pour le traitement de la terre déblayée et infestée de renouée sur le secteur des travaux en cours n'a pas fonctionné sur l'ensemble des volumes infestés (nature des matériaux

fortement terreux et humides). Une alternative a été trouvée avec un enfouissement des déblais à 3.5 m de profondeur pour immerger la renouée et la détruire. Cette technique a déjà été utilisée par d'autres gestionnaires de rivières. L'enfouissement est réalisé sur l'emprise des bras secondaire créés en rive gauche. Il y a la place sans toucher aux limites de propriétés privées.

Malgré l'augmentation des déblais sur le secteur de l'APEI, le système racinaire étant toujours bien présent, la pose d'un géotextile anti-racinaire sur l'ensemble du talus est ainsi nécessaire afin de préserver au maximum les futurs aménagements en enrochement et génie végétal de la berge.

Au niveau de la RD 902, le marché de travaux prévoyait la pose de cunettes béton pour la descente des eaux pluviales qui passent sous la route départementale et ravinent le talus derrière. Une variante a été proposée par l'entreprise de travaux avec la réalisation d'une descente en enrochement bétonné.

Cette variante permet une stabilité dans le temps de la descente des EP. Elle permet aussi de réduire la surface du grillage « TECCO » prévu initialement au marché de part et d'autre de l'enrochement et qui permet de tenir le talus avec des clous (de 490 m² de TECCO à 255 m² dans la variante).

Enfin, une buse du réseau d'eau pluvial DN 1000 a été découvert au pied du pilier de la RD 1005 sur la zone de travaux lors du débroussaillage de la végétation. Un prolongement est nécessaire pour l'intégrer à l'aménagement de la digue de l'APEI.

Ces prix nouveaux proposés sont les suivants :

- Prix nouveau n°1 (prix D5 au BPU): Terrassement en déblais, transport et mise en stock sur la plateforme des matériaux contaminés par la renouée du Japon (Prix unitaire au m³ : 7,95 € HT) ;
- Prix nouveau n°2 (prix D6 au BPU): création d'un casier pour enfouissement des matériaux contaminés par la renouée du Japon, y compris transport et mise en place et recouverture en matériaux sains (Prix unitaire au m³ : 12,10 € HT) ;
- Prix nouveau n°3 (prix D7 au BPU) : Fourniture et mise en œuvre d'un géotextile anti-racinaire sur le talus de l'APEI pour lutter contre la reprise de la renouée dans les travaux de restauration de berges (Prix unitaire au m² : 14,75 € HT) ;
- Prix nouveau n°4 (prix E8 au BPU) : Fourniture et mise en place d'un géotextile 800 g/m² en remplacement de la couche de transition en arrière des enrochements (Prix unitaire au m² : 4.95 € HT) ;
- Prix nouveau n°5 (prix F5 au BPU) : Réalisation d'une descente d'eau en enrochements bétonnés sous la RD902 suivant les prescriptions de l'étude géotechnique G3 (Prix unitaire au forfait : 62 750,00 € HT) ;
- Prix nouveau n°6 (prix F6 au BPU) : Prolongement de la buse DN1000 sur le secteur de l'APEI (Prix unitaire à l'unité : 6 250,00€ HT) ;

Cet avenant n°2 n'a pas d'incidence financière à ce jour sur le montant global du marché celui-ci étant à prix unitaires et les travaux du secteur aval n'ont pas encore débuté.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'avenant n°2 au marché de travaux de restauration écomorphologique et de prévention des inondations de la Basse Dranse - 2021-005,
- **SE PRONONCE favorablement** pour la signature par Madame la Présidente de celui-ci avec les différents partenaires concernés par cet avenant n°2.

Compte-rendu des décisions du Bureau

- Bureau du 14 septembre 2022
 - o D27-SEPT2022 - Avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 (lot 1) : « Observatoire de la qualité des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action A5-1 du contrat de rivières)
 - o D28-SEPT2022 - Avenant n°1 – Marché de services de prestations d'écologie pour la mise en oeuvre de mesures ERC relatives aux travaux de la Basse Dranse
 - o D29-SEPT2022 - Demande de subvention au titre du Fonds Barnier pour les actions B2-2 et 3 du contrat rivières relatives à « l'état des lieux, la définition, l'autorisation et la mise en

- conformité des systèmes d'endiguement sur le bassin versant des Dranses et de l'Est Lémanique »
- D30-SEPT2022 - Avenant n°1 au marché 2019-001 « Maîtrise d'œuvre et dossiers réglementaires pour la réalisation de travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine »
 - D31-SEPT2022 - Attribution marché 2022-013- Etude de programmation des espaces d'expositions permanentes du GEOPARC MONDIAL UNESCO du CHABLAIS
 - D33-SEPT2022 - Avenant n° 1 au marché n°2019-012 Location et maintenance d'un photocopieur multifonction
 - D34-SEPT2022 - Modification du tableau des effectifs – remplacement par recrutement sur le poste d'urbaniste chargé de l'animation et de l'observatoire du SCoT
 - D35-SEPT2022 - Mise en œuvre de l'opération Animation et fonctionnement du GAL du Chablais en 2023
- Bureau du 19 octobre 2022
- D36-OCT2022 - Attribution marché 2022-007 - Etude sur les risques de pollution liés aux activités d'élevage
 - D37-OCT2022 - Demande d'aides pour l'action A2-1 du contrat de rivières portant sur une étude sur les risques de pollution liés aux activités d'élevage
 - D38-OCT2022 - Avis sur le dossier d'autorisation environnementale d'aménagement de la centrale hydroélectrique de Vongy
 - D39-OCT2022 - Avenant n°1 à la convention de co-maitrise d'ouvrage pour les travaux de protection de la RD 902
 - D40-OCT2022 - Autorisation de signature de la convention d'occupation du site de l'estuaire de la Dranse en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux
 - D41-OCT2022 - Demande d'aides pour l'action A4-1 du contrat de rivières portant sur l'étude de diagnostic des rejets éventuels issus d'anciennes décharges communales à réhabiliter sur le bassin versant des Dranses et de l'est lémanique
 - D42-OCT2022 - Animation du Projet Agro-Environnemental et Climatique 2023 du Chablais
 - D43-OCT2022 - Attribution du 2e prix de thèse du Géoparc mondial UNESCO du Chablais

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

- 2022
 - 86_2022 - Animation d'un stand du Géoparc dans le cadre des événements 10 ans (série 4)
 - 87_2022 - Nom de domaine, dépôt du site internet
 - 88_2022 - Collation pour le Comité Syndical du SIAC du 14 septembre 2022
 - 89_2022 - Collation pour l'atelier LEADER 2023-2027 du 29 septembre 2022
 - 90_2022 - Changement du raccordement électrique de la caméra de mesure de débit à Montriond
 - 91_2022 - Recrutement d'un agent contractuel au poste de chargé de mission SCoT Urbanisme
 - 92_2022 - Convention de prêt de l'exposition « Climat en danger » du 15/09/2022 au 16/10/2022, entre le SIAC et le Centre de culture scientifique, technique et industrielle – La Turbine
 - Annule et remplace la décision 52_2022 (modification date d'emprunt)
 - 93_2022 - Communication plantations expérimentales dans le Chablais
 - 94_2022 - Animation d'un stand du Géoparc dans le cadre des événements 10 ans (série 5)
 - 95_2022 - Signature d'un contrat de maintenance pour la porte automatique du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais
 - 96_2022 - Changement des pneus été en pneus hiver des 3 véhicules du SIAC
 - 97_2022 - Formations Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1) - Initiale et continue
 - 98_2022 - Mise en page du livret sur les lacs du Chablais du Géoparc mondial UNESCO du Chablais dans le cadre de sa réédition
 - 99_2022 - Achat d'un logiciel de partage de documents (GED)

- 100_2022 – Prestation d'un traiteur dans le cadre de la conférence des Maires du 26 novembre 2022
- 101_2022 – Reconduction de l'adhésion au dispositif de médiation préalable obligatoire de certains litiges de la fonction publique mise en œuvre par le CDG
- 102_2022 – Impression de 200 exemplaires du livret de l'observatoire du SCoT n°1
- 103_2022 – Assistance juridique dans le cadre de la mise à jour des statuts du SIAC relatives aux politiques contractuelles
- 104_2022 – Projet d'approfondissement des connaissances de l'éboulis froid de la Baume
- 105_2022 – Déjeuner lors de la conférence des Maires samedi 26 novembre 2022
- 106_2022 – Renouvellement de l'abonnement au Dauphiné Libéré
- 107_2022 – Décompte ARTT 2023
- 108_2022 – Collation pour le Comité de rivières le jeudi 1er décembre 2022

Agenda

2022		
Bureau	Mercredi 30 novembre à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 8 décembre à 18h	
Bureau	Mercredi 14 décembre à 9h30	SIAC

2023		
Bureau	Mercredi 18 janvier à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 2 février à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 22 février à 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 22 mars à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 30 mars à 18h	
Bureau	Mercredi 26 avril à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 11 mai à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 31 mai 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 22 juin à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 28 juin 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 26 juillet 9h30	SIAC

Informations diverses (voir présentations ci-après)

Un point d'information est consacré à la présentation des dispositions de la loi Climat et Résilience sur l'objectif Zéro Artificialisation Nette.

En effet, la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets a été promulguée le 22 août 2021 et publiée au journal officiel le 24 août 2021. Visant à ancrer l'écologie dans la société, cette loi introduit notamment, pour ce qui concerne particulièrement les documents de planification, l'objectif d'atteindre la zéro artificialisation nette d'ici 2050. Un décret portant nomenclature de l'artificialisation des sols a été publié le 29 avril 2022 et fixe les catégories des surfaces artificialisées et non artificialisées.

La présentation ci-après est faite en séance. Elle a donné lieu à échanges entre M. François DEVILLE, qui a déploré le flou de la loi et les risques liés au portage des terrains à aménager (réserves foncières), et Mme Géraldine PFLIEGER qui a rappelé le contenu du SCoT du Chablais qu'il convient d'appliquer, le besoin de l'évaluer en 2026 notamment au niveau de la consommation du foncier pour préparer la phase de décroissance, ainsi que les discussions intervenues au niveau des espaces de dialogue avec les territoires voisins.

Les autres points ci-après ont été également présentés en séance par les Vice-Présidents en charge et par Mme la Présidente en ce qui concerne le GEOPARC, Mme Marie-Pierre BERTHIER étant excusée :

- SCoT/ Urbanisme : Commission du 28 septembre 2022,
- Geoparc : Le retour des 10 ans « UNESCO », les espaces muséographiques, le prix de thèse 2022, la fête de la science, les ateliers avec l'Antenne de Justice et du Droit du Chablais, les actions 2023,
- Geoparc : La commission du Géoparc (Retour sur les réunions du 7 novembre et 5 décembre 2022),
- Contrat de rivières : Commission du 22 septembre 2022.

Mme la Présidente, après avoir demandé s'il y avait des questions de la part des délégués présents, remercie les services et souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à l'assistance.




Compte-rendu validé par le secrétaire de séance et Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC avec accord pour diffusion

La Présidente


Géraldine PFLIEGER

Le secrétaire de séance,
Jean-claude DENNE




Comité Syndical du 08 décembre 2022

Point d'information sur la loi Climat et Résilience et l'objectif ZAN



53




Objectifs de la loi Climat et Résilience

La loi du 22 août 2021 introduit la notion d'**artificialisation** des sols et de **Zéro Artificialisation Nette (ZAN)**.

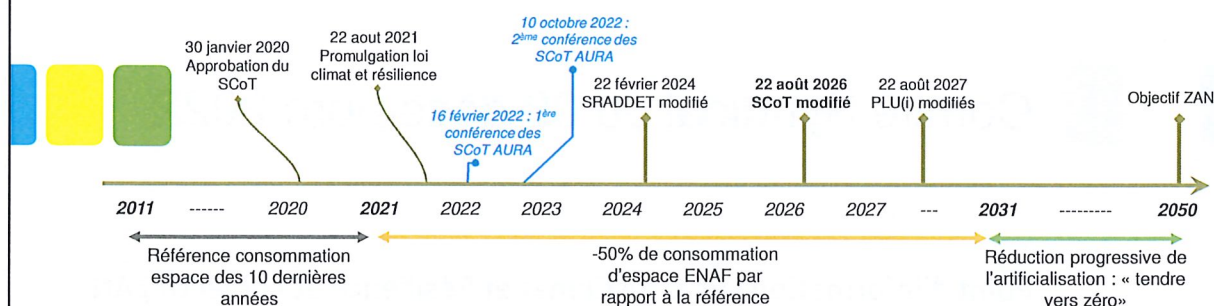
Deux objectifs principaux sont à retenir :

- La **réduction de moitié, d'ici 2031**, de la consommation d'espace observée sur la période 2011-2021. Sur ce premier pas de temps de 10 ans, il est bien question de consommation d'espace et non d'artificialisation.
- **Zéro Artificialisation Nette à horizon 2050.**



54

Délais et principes de déclinaison dans les documents d'urbanisme



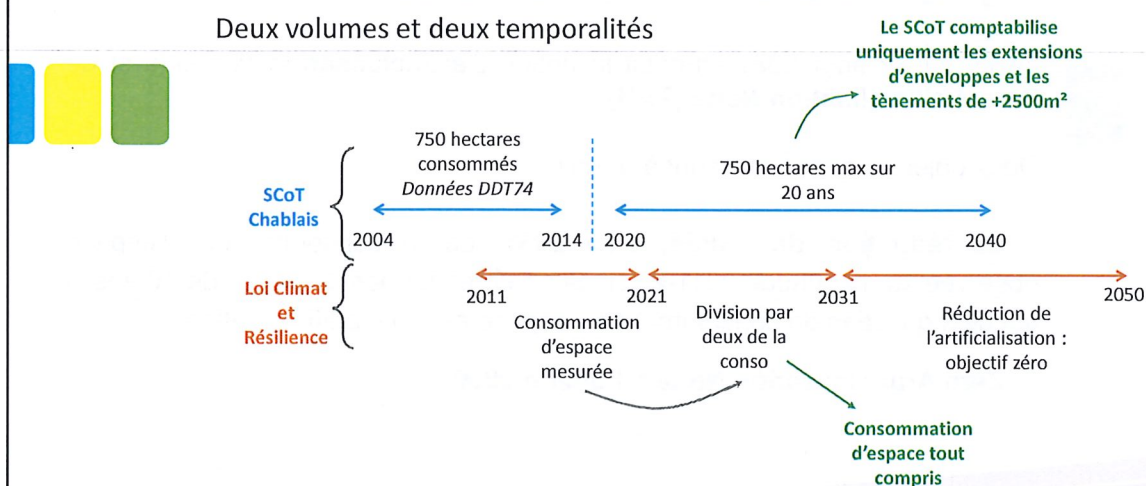
- La loi fixe un principe de déclinaison en cascade.
- Les SCoT devront intégrer les dispositions du SRADDET avant le 22/08/2026.
- Le délai entre SCoT et PLU(i) laisse à penser à des évolutions en parallèle.



55

Premiers éléments chiffrés pour le Chablais

Deux volumes et deux temporalités



56

Premiers éléments chiffrés pour le Chablais

La consommation d'espace 2011-2021 dans le Chablais, données d'entrée :

- SIAC : travail en cours visant à suivre uniquement la consommation en extension et sur les tènements de +2500m² dans les enveloppes (règles du SCoT).
 - Données CEREMA « artificialisé » : flux NAF artificialisé 2010-2020 : **684 hectares**.
- La question de la source de donnée initiale est importante.
- Actuellement rien ne semble fixé.
- En 2023, un Observatoire National de l'Artificialisation devrait être mis en place, puis en 2024 une OCS à Grande Echelle.



57

Définition de l'artificialisation

Le décret n°2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols permet de définir plus précisément ce qui est considéré comme de l'artificialisation.

- Sont concernées par l'artificialisation les surfaces terrestres (jusqu'à la limite haute du rivage).
- **Surface artificialisée** : surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites sont qualifiées de surfaces artificialisées. De même, les surfaces végétalisées herbacées (c'est-à-dire non ligneuses) et qui sont à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures, sont considérées comme artificialisées.
- **Surface non artificialisée** : surface naturelle, nue ou couverte d'eau, végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures (y compris les surfaces d'agriculture urbaine et les surfaces boisées ou arbustives dans l'espace urbain).



58

Définition de l'artificialisation

Catégories de surfaces	
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux.
	4° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).
	5° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée, y compris si ces surfaces sont en chantier ou sont en état d'abandon.
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles qui sont soit nues (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couvertes en permanence d'eau, de neige ou de glace.
	7° Surfaces à usage de cultures, qui sont végétalisées (agriculture, sylviculture) ou en eau (pêche, aquaculture, saliculture).
	8° Surfaces naturelles ou végétalisées constituant un habitat naturel, qui n'entrent pas dans les catégories 5°, 6° et 7°.



59

Amorce de suivi de la consommation d'espace par le SIAC

Mise en place de l'observatoire du SCoT.

Définition des enveloppes T2020 : anticipation d'une partie des évolutions législatives liées à la loi climat et résilience. Certains espaces artificialisés, considérés comme consommés au titre du SCoT, ont été intégrés à ces enveloppes :

- Les parkings et cimetières,
- Les espaces artificialisés des terrains de sport et de loisir,
- Les espaces artificialisés des golfs,
- Les espaces artificialisés des campings.



60

Décret ZAN	Analyse consommation espace SCoT	Remarques
1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).		Décompte +2500m ²
2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).		Les enveloppes T2020 ont intégré les parkings artificialisés. Question sur les routes et infrastructures
3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux.		Terrains de football?
4° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).		Détail et précision d'analyse
5° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée, y compris si ces surfaces sont en chantier ou sont en état d'abandon.		Généralement intégré dans les enveloppes T2020, intégrant les parcelles cadastrales concernées par le bâti




61

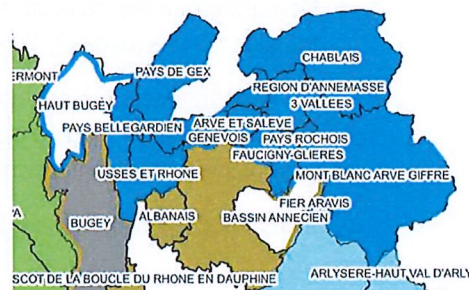
La conférence des SCoT

La loi a instauré une nouvelle instance : la conférence des SCoT.

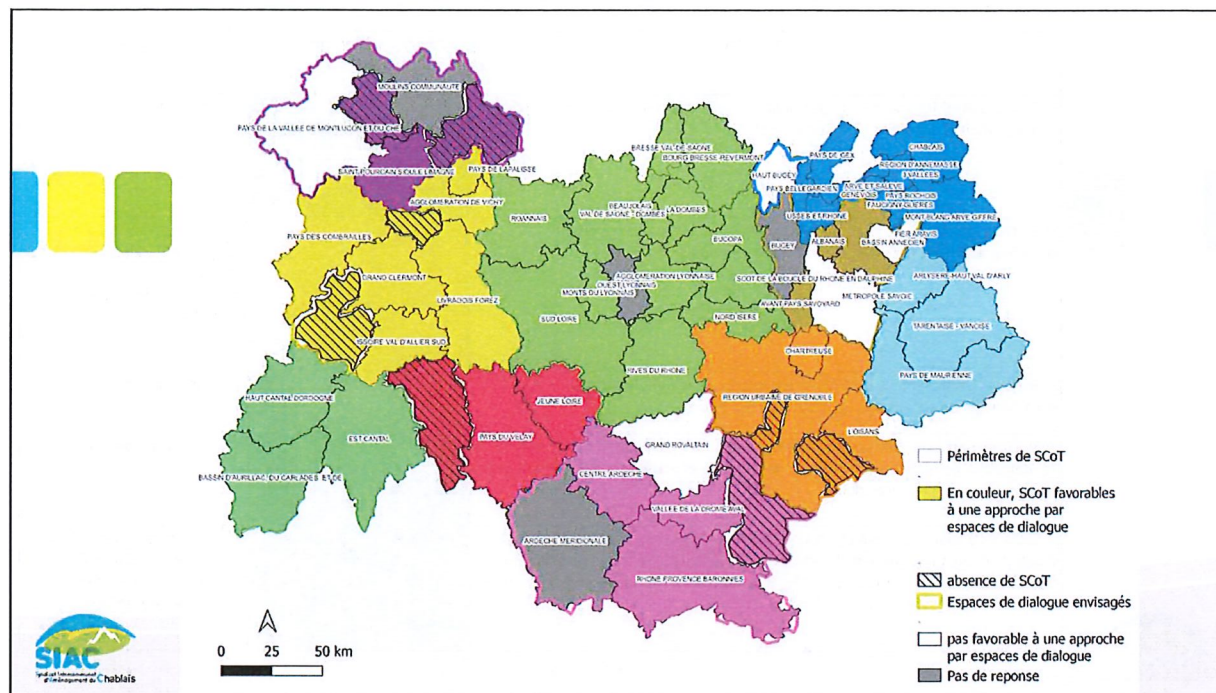
Conférence officielle le 10 octobre 2022 : contribution des SCoT à la Région quant à l'intégration de la loi climat et résilience dans le SRADDET.

Pour répondre à l'enjeu de territorialisation mentionné par la loi, la conférence des SCoT a proposé une échelle intermédiaire : les espaces de dialogue.

-  Périmètres de SCoT
-  En couleur, SCoT favorables à une approche par espaces de dialogue
-  absence de SCoT
-  Espaces de dialogue envisagés
-  pas favorable à une approche par espaces de dialogue
-  Pas de réponse



62



63

A retenir de la contribution

- Affirmation de l'échelle des SCoT comme étant pertinente, et la maille minimale de traduction des objectifs
- Alerte sur le calendrier particulièrement serré
- Demande que les objectifs soient ceux du ZAB et proposition de réduction de -50% tous les 10 ans jusqu'en 2050, notion de produit fini
- La question des projets d'envergure nationale ou régionale (qui pourraient être comptabilisés au niveau régional) reste en suspend : proposition de liste non exhaustive intégrée à la contribution
- Question de l'observation à l'heure actuelle non résolue

64

Lien avec le SCoT

- Le SCoT du Chablais a anticipé la logique de division par deux de la consommation d'espace
- Sur la première partie et d'ici 2026 le SCoT du Chablais apparaît robuste et adapté aux objectifs de la loi
- La mise en œuvre du SCoT de 2020 est essentielle pour s'intégrer dans les objectifs à long terme
- En fonction du premier bilan du SCoT en 2026, de l'évolution du SRADDET et du cadre législatif, une évolution du SCoT sera à évaluer pour la période 2031-2050



65

Pôle Dynamiques Territoriales

Depuis le mois de septembre, suite des travaux sur le Plan Paysage :

- **Commission du 28 septembre 2022** : réflexion sur l'élaboration des 10 fiches actions à partir des Objectifs de Qualité Paysagère
- **Commission du 07 décembre 2022** : restitution des travaux du Plan Paysage, retour sur la démarche engagée depuis l'été 2021. Présentation des 10 fiches actions


Observatoire du SCoT :

- Elaboration et présentation en Conférence des Maires du premier livret de l'observatoire du SCoT

on a chacun
un RÔLE à JOUER !





66




Célébrons
ENSEMBLE
10 ANS

GÉOPARC CHABLAIS UNESCO

Points d'information



67



Retour 10 ans UNESCO

- Une trentaine d'événements a célébré les 10 ans du label aux quatre coins du Chablais.
- Un fort rayonnement local grâce à la force de **communication des communes**.
- Plus de 4 000 personnes sensibilisées par le biais de stand découvert animé par un.e médiateur.trice du Géoparc.

Célébrons
ENSEMBLE
10 ANS

GÉOPARC CHABLAIS UNESCO







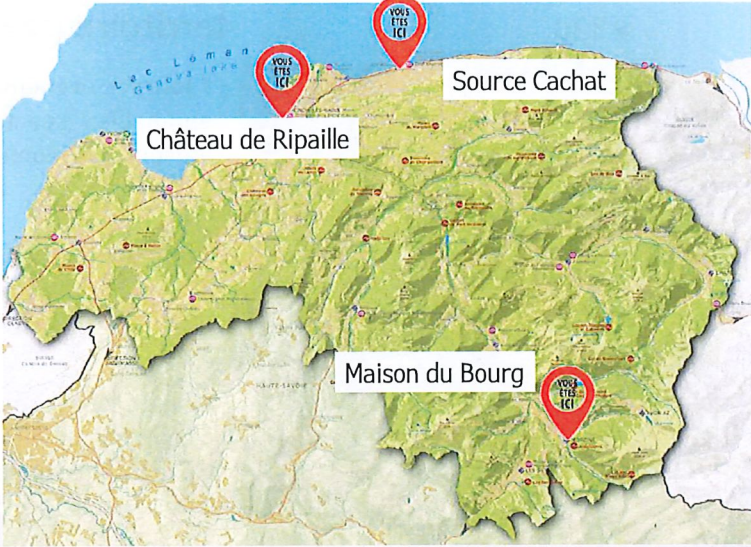






68

3 Espaces muséographiques



Château de Ripaille

Source Cachat



Maison du Bourg

SIAC
Syndicat Intercommunal
d'Aménagement du Chablais

Célébrons
ENSEMBLE
10 ANS
GÉOPARC
CHABLAIS
unesco
Géoparc mondial

69

Prix de thèse

- La lauréate du 2^{ème} Prix de thèse est **Sidonie Bochaton** pour sa thèse, intitulée « **Les chanoines réguliers en Savoie du Nord. Restitution des abbayes d'Abondance et de Sixt (XII^e-XVIII^e siècle)** » Université Lumière-Lyon.
- La seconde candidate Chloé Vagnon avait candidaté avec sa thèse, intitulée « Le silure glane dans les lacs périalpins : une nouvelle menace ? » CARRTEL, INRAE, Université de Savoie Mont Blanc.
- Le prix de 3 000 € lui a été remis lors de la Conférence des Maires, organisée par le SIAC, le 26 novembre 2022 au Palais Lumière d'Evian-les-Bains.

SIAC
Syndicat Intercommunal
d'Aménagement du Chablais


GÉOPARC
CHABLAIS

unesco
Géoparc mondial

Célébrons
ENSEMBLE
10 ANS
GÉOPARC
CHABLAIS
unesco
Géoparc mondial

70


Fête de la science






LE GÉOPARC DU CHABLAIS FÊTE LA SCIENCE!

Climat : ça chauffe pour les Alpes?

Animations gratuites du Programme éducatif sur geoparc.chablais.com et sur www.facebook.com/geoparc.chablais



> 330 participants


21 activités à travers le territoire (12 communes)

- 1 journée événement à Bons-en-Chablais (spectacles, expos, ateliers, mini-conférences)
- 6 sorties terrain
- 1 journée porte ouverte avec ateliers au Musée de la préhistoire et de géologie à Sciez
- Bibliothèques : sélection d'ouvrages, atelier philo, conte Géoparc, Fresque du Climat, escape games...

71

Ateliers avec l'Antenne de Justice et du Droit du Chablais

- Interventions dans 7 classes de cycle 3 : Perrignier, Margencel, le Biot, et Bernex
- Ateliers autour des patrimoines locaux, des droits et des devoirs liés à l'environnement.
- A reconduire en 2023. Ateliers animés par un médiateur de Téthys






72



Actions 2023

Thématique 2023 : « Géodiversité, le berceau du vivant »

Calendrier des temps forts

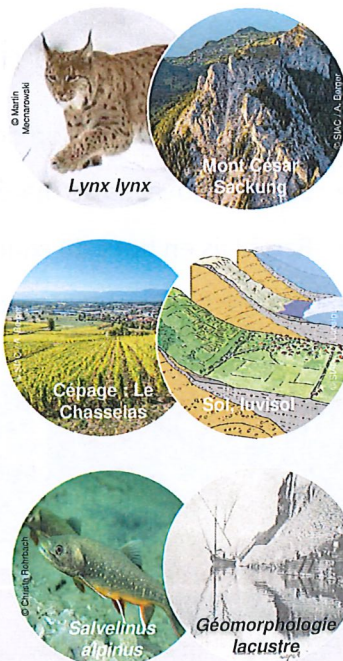
- Semaine du Géoparc (27 mai au 11 juin)
- Fête de la Science (octobre)
- Autres animations hiver, été et ponctuelles...

Les trois espaces muséographiques

- Fin de la phase de préprogrammation
- Continuation du projet avec une consultation de la maîtrise d'œuvre

Guide BRGM « Entre Léman et Mont Blanc, le Chablais »

Préparation pour la prochaine réévaluation (2024)



73



Commission du Géoparc

- **Retour de la Commission du Géoparc – le 7 novembre 2022**

Présentation et discussion des documents structurant du service :

- Actions pour répondre aux recommandations de l'UNESCO 2020-24
- Feuille de route 2023-25
- Calendrier et plan d'action 2023

Ces documents ont été validés en bureau du trente novembre.



74



Contrat de rivières : Commission du 22 septembre 2022

La commission de gestion de l'eau et des milieux aquatiques du 22 septembre 2022 a porté sur :

- Dépôts sauvages de matériaux inertes et de déchets en bord de cours d'eau
- Remblais en bord de cours d'eau sur le bassin versant
- Diagnostic et préconisations sur les rejets éventuels issus d'anciennes décharges communales à réhabiliter sur le bassin versant des Dranses



Dépôts matériaux BV Dranses



Remblais sur le bassin versant des Dranses



Déchets sauvages



Comité Syndical du SIAC _ 8 décembre 2022